

**15 DECEMBRE 1978. — Arrêté royal
modifiant les titres II et III du Règlement général
pour la protection du travail (1)**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, notamment l'article 1er, modifiée par les lois des 17 juillet 1957 et 16 mars 1971;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment les titres II et III;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le titre III du Règlement général pour la protection du travail est complété par un chapitre IV, rédigé comme suit :

« Chapitre IV. Substances se présentant sous la forme de particules ou de fibres dont l'inhalation entraîne des effets physiques ou physico-chimiques nuisibles pour la santé.

» Art. 723ter 1. Champ d'application.

» Les dispositions de ce chapitre s'appliquent aux personnes visées à l'article 28 du présent règlement et concernent des opérations qui peuvent émettre des poussières sous la forme de particules ou de fibres dont l'inhalation, en raison des effets physiques ou physico-chimiques qu'elles produisent constitue un grave danger pour la santé.

» Sont rangées parmi ces substances :

- » 1. La silice libre (toutes les formes cristallines de dioxyde de silicium);
- » 2. L'asbeste.

» Section I. — Silice libre

» Art. 723ter 2. Interdiction de mise en œuvre.

» Il est interdit d'utiliser du sable ou d'autres grains contenant plus de 1 p.c. de silice libre pour effectuer des opérations de décapage au jet ou de dessablage.

» On entend par :

» 1° Décapage au jet : la projection à grande vitesse de matières granuleuses sur des objets, en vue de nettoyer ou de traiter leur surface, à l'exception des opérations destinées à les recouvrir d'une couche de matières;

» 2° Dessablage : le décapage au jet d'objets en vue d'enlever le sable qui y adhère.

» Art. 723ter 3. Opérations en vase clos.

» Les opérations visées à l'article 723ter 2 ne sont toutefois pas interdites, quand elles se déroulent dans des locaux, cabines ou appareils hermétiquement clos et destinés à cet usage, pour autant que :

» 1° Ils soient conçus de manière telle qu'au cours des opérations aucun travailleur ne doive y pénétrer ou y demeurer;

**15 DECEMBER 1978. — Koninklijk besluit
tot wijziging van de titels II en III van het Algemeen Reglement
voor de arbeidsbescherming (1)**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1957 en 16 maart 1971;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, bekrachtigd door de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid de titels II en III;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;

Gelet op de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste alinea;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wordt aangevuld met een hoofdstuk IV, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IV. Stoffen onder de vorm van deeltjes of vezels waarvan de inademing schadelijke fysische of fysico-chemische uitwerking heeft op die gezondheid.

» Art. 723ter 1. Toepassingsgebied.

» De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de personen bedoeld in artikel 28 van dit reglement en hebben betrekking op werkzaamheden die verspreiding van stof kunnen veroorzaken onder de vorm van deeltjes of vezels waarvan de inademing een groot gevaar betekent voor de gezondheid wegens hun fysische of fysico-chemische uitwerking.

» Worden onder deze stoffen gerangschikt :

- » 1. Vrij siliciumdioxide (alle kristallijn vormen van siliciumdioxide);
- » 2. Asbest.

» Sectie I. — Vrij siliciumdioxide

» Art. 723ter 2. Gebruiksverbod.

» Het is verboden bij werkzaamheden van afbijten door stralen en ontzanden zand of andere korrels te gebruiken die meer dan 1 pct. vrij siliciumdioxide bevatten.

» Men verstaat onder :

» 1° Afbijten door stralen : het met grote snelheid voortstuwven op voorwerpen van korrels van de één of andere stof, met het doel het oppervlak van deze voorwerpen te reinigen of te bewerken, met uitzondering van de bewerkingen, welke tot doel hebben een laag materie op die voorwerpen aan te brengen;

» 2° Ontzanden : het afbijten door stralen van voorwerpen, met het doel deze van aanhangend zand te ontdoen.

» Art. 723ter 3. Werken in een besloten ruimte.

» De werkzaamheden bedoeld in artikel 723ter 2 zijn evenwel niet verboden wanneer ze gebeuren in lokalen, cabines of installaties die hermetisch gesloten zijn en bestemd voor dit gebruik, voor zover dat :

» 1° Ze vervaardigd zijn op zodanige wijze dat gedurende de werking geen enkele werknemer er dient binnen te gaan of er te verblijven;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 10 juin 1952, *Moniteur belge* du 19 juin 1952.

Loi du 17 juillet 1957, *Moniteur belge* du 26 juillet 1957.

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

Arrêté du Régent du 11 juin 1946, *Moniteur belge* des 3 et 4 avril 1946.

Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* des 3 et 4 octobre 1947.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 10 juni 1952, *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1952.

Wet van 17 juli 1957, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1957.

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

Besluit van de Regent van 11 juni 1946, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 april 1946.

Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 oktober 1947.

» 2° Ils ne soient ouverts qu'après évacuation des poussières qui y sont en suspension dans l'air;

» 3° Ils soient pourvus de systèmes de dépoussiérage suffisamment efficaces de manière à éviter toute pollution de l'atmosphère des lieux de travail; cette efficacité est vérifiée par des mesures adéquates de la quantité des poussières.

» Art. 723ter 4. Utilisation contrôlée.

» Notre Ministre de l'Emploi et du Travail peut autoriser un employeur à effectuer en plein air des opérations de dessablage ou de décapage au jet visées à l'article 723bis 2, quand le traitement concerne des surfaces importantes ou des constructions fixes, telles que façades d'immeubles, coques de navires, charpentes métalliques ou pylones et qu'il s'avère impossible techniquement de remplacer le produit contenant de la silice libre, par un produit moins nocif.

» Les opérations en cause doivent se dérouler sous la direction de l'employeur lui-même ou d'un préposé qu'il a désigné nominativement.

» L'autorisation est accordée pour une durée déterminée, après avis de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail peut la subordonner au respect de toutes conditions spéciales qui seraient jugées nécessaires pour protéger la santé des travailleurs.

» L'autorisation est rapportée quand l'employeur n'observe pas les conditions imposées.

» Section II. — Asbeste

» Art. 723ter 5. Interdictions.

» § 1er. La manutention manuelle d'asbeste à l'état libre est interdite.

» § 2. Il est interdit d'utiliser de l'asbeste dans les appareils de filtration d'air placés sur les lieux de travail, ainsi qu'au cours de l'exécution des opérations définies ci-dessous :

- » 1. la pulvérisation et la peinture à quelque fin que ce soit;
- » 2. l'isolation thermique et acoustique;
- » 3. le revêtement de murs ou de voies;
- » 4. la décoration.

» § 3. Il est interdit d'utiliser de la crocidolite (asbeste bleu) sauf pour les fabrications énumérées ci-après :

- » 1. les tuyaux en ciment d'amianté;
- » 2. les joints et garnitures d'étanchéité;
- » 3. les joints d'expansion en tissu;
- » 4. les poudres à mouler.

» Art. 723ter 6. Utilisation contrôlée.

» § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 723ter 5 il est interdit, sans autorisation préalable de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de mettre en œuvre des fibres d'asbeste à l'état libre, ainsi que des fils, cordes, tressacs, bourrelets, tissus, cartons ou feutres pouvant provoquer l'émission de fibres d'asbeste à l'état libre.

» L'autorisation qui est limitée dans le temps, est accordée après avis de l'Administration de l'hygiène et de la médecine du travail pour une fabrication déterminée ou pour une utilisation déterminée dans des locaux de travail répondant aux conditions énumérées ci-après :

» a) Le revêtement des murs et du sol des locaux où se déroulent les opérations de mise en œuvre, ainsi que des locaux de stockage et d'entreposage, doit présenter une surface lisse afin d'éviter l'adhérence des fibres. Les canalisations d'eau ou d'énergie sont placées à l'intérieur des parois ou enrobées dans des gaines dépourvues d'aspérités.

» b) Les travailleurs disposent d'un bloc spécial d'installations sanitaires composé d'un vestiaire réservé aux vêtements de travail souillés, de communs, d'une salle de douches et d'un vestiaire réservé aux vêtements de ville, le tout conforme aux prescriptions du titre II, chapitre II, section II.

» Ce bloc doit être construit de manière telle que les deux vestiaires n'aient un accès commun qu'au travers de la salle de douches;

» c) Ces locaux sont signalés à l'attention des travailleurs par un panneau spécial. Ce panneau est un triangle équilatéral de 25 cm de côté, de couleur jaune, bordé de noir comportant dans son centre l'indication en lettres noires « Danger — Asbeste ».

» 2° Ze enkel geopend worden na verwijdering van de stofdeeltjes die er in de lucht zweven;

» 3° De gebruikte ontstoffingssysteem voldoende doeltreffend zijn om elke verontreiniging van de atmosfeer van de werkplaatsen te voorkomen. Deze doeltreffendheid wordt gestaafd door aangepaste metingen van het stofgehalte.

» Art. 723ter 4. Gecontroleerd gebruik.

» Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan aan een werkgever toestaan werkzaamheden van ontzanden of afbijten door stralen, bedoeld in artikel 723bis 2, in open lucht uit te voeren, wanneer de behandeling belangrijke oppervlakten of vaste constructies betreft, zoals gevels, scheepsrompen, metalen geraamten of masten, en indien het technisch onmogelijk blijkt het product dat vrij siliciumdioxide bevat te vervangen door een minder schadelijk product.

» De betrokken werkzaamheden moeten plaats hebben onder leiding van de werkgever zelf of van een aangestelde die hij bij name aangewezen heeft.

» De toelating wordt verleend voor een bepaalde duur na advies van de Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan haar afhankelijk stellen van de naleving van alle bijzondere voorwaarden die zouden nodig geacht worden om de gezondheid van de werknemers te beschermen.

» De toelating wordt ingetrokken wanneer de werkgever de opgelegde voorwaarden niet naleeft.

» Sectie II. — Asbest

» Art. 723ter 5. Verbodsbepalingen.

» § 1. De manuele behandeling van asbest in vrije toestand is verboden.

» § 2. Het is verboden asbest te gebruiken in de luchtfilterings-toestellen geplaatst in de werkplaatsen, evenals tijdens de uitvoering van de hieronder opgesomde werkzaamheden :

- » 1. verstuiving en verfwerken tot welk doeleinde ook;
- » 2. thermische en akoestische isolatie;
- » 3. muurbekleding en bedekking van gangen;
- » 4. decoratie.

» § 3. Het is verboden crocidoliet (blauw asbest) te gebruiken tenzij voor het vervaardigen van :

- » 1. buizen in amiantcement;
- » 2. dichtingen en waterdichte bekledingen;
- » 3. expansiedichtingen in stof;
- » 4. vormpoeder.

» Art. 723ter 6. Gecontroleerd gebruik.

» § 1. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 723ter 5, is het verboden, zonder voorafgaande toelating van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, asbestvezels in vrije toestand te gebruiken, evenals draden, koorden, vlechten, dichtingszomen, stoffen, kartons of vilten die een verspreiding van asbestvezels in vrije toestand kunnen veroorzaken.

» De toelating is beperkt in de tijd en wordt toegekend na advies ingewonnen te hebben van de Administratie van de Arbeidshygiëne en -geneeskunde voor een bepaalde vervaardiging of voor een bepaald gebruik in werkplaatsen die voldoen aan de hierna opgesomde voorwaarden :

» a) De bekleding van de muren en de vloer van de lokalen waar de werkzaamheden plaats hebben, evenals van de lokalen voor stockage en opslag, moeten voorzien zijn van gladde oppervlakken teneinde aankleving van vezels te voorkomen. De water- en energieleidingen worden aan de binnenkant van de schuttingen geplaatst of worden omhuld door een koker zonder ruw oppervlak.

» b) De werknemers beschikken over een bijzonder geheel van sanitaire inrichtingen bestaande uit een kleedkamer voorbehouden voor de bevuilde werkkledij, privaten, douchezellen en een kleedkamer voorbehouden voor de stadskledij, in overeenstemming met de voorschriften van titel II, hoofdstuk II, sectie II.

» Dit geheel moet op zodanige wijze gebouwd zijn dat de twee kleedkamers enkel met elkaar in verbinding staan via de douchezellen;

» c) Deze lokalen worden ten gerieve van de werknemers aangeduid door een speciaal bord. Dit bord is een gelijkzijdige driehoek met 25 cm zijde, van gele kleur, omrand met zwart en vermeldt in het midden in zwarte letters « Gevaar — Asbest ».

» L'accès à ces locaux est interdit à tout travailleur dont la présence ne serait pas justifiée par des raisons de service ou par des missions en qualité de membre du service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, du service médical du travail ou du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

» d) L'employeur indique le nom du service ou du laboratoire qu'il charge du contrôle de l'atmosphère des lieux de travail.

» § 2. Les employeurs qui bénéficient de l'autorisation visée au § 1er sont tenus de respecter les mesures particulières de prévention énumérées ci-après :

» a) Protection des lieux de travail :

» 1° Les murs, le sol et le plafond des locaux, ainsi que les machines, le matériel et le mobilier doivent être maintenus dans un état absolu de propreté, afin d'éviter toute dispersion de fibres d'asbeste.

» Leur nettoyage est opéré à l'aide d'un aspirateur et/ou à l'eau.

» Les déchets et balayures sont déposés dans des sacs étanches comportant le signe danger décrit ci-dessus, mais de dimension plus réduite;

» 2° Les travailleurs portent un vêtement de travail fermé hermétiquement au niveau du cou, des poignets et des chevilles, ainsi qu'une coiffure de protection.

» Les pièces d'équipement individuel souillées sont dépoussiérées à l'aide d'un aspirateur et sont déposées dans le vestiaire réservé à cet effet, dès que le travailleur quitte les locaux de travail susceptibles d'être pollués par l'asbeste.

» Ces pièces souillées sont envoyées au nettoyage, avant toute opération d'entretien ou de réparation, dans des sacs étanches et hermétiquement clos fabriqués dans une matière empêchant la dispersion des poussières. Ces sacs comportent le même signe de danger que celui apposé sur les sacs de balayures;

» 3° Les installations et appareils destinés à protéger la santé du personnel, notamment les installations de captage et de filtration de l'air ainsi que celles de ventilation sont vérifiés une fois par semaine et tenus en état normal de fonctionnement.

» Ces installations et appareils font par ailleurs l'objet d'un contrôle approfondi d'efficacité tous les six mois;

» b) Règlement de certaines opérations :

» 1° Les travaux de mise en œuvre de l'asbeste se déroulent dans la mesure du possible, soit dans des appareils clos sous pression réduite, soit après humidification de la matière à utiliser;

» 2° Le tissu d'asbeste, doit être manipulé le moins possible. Il doit être déroulé mécaniquement et ne peut être déchiré à la main;

» 3° Les stocks des matières premières et des produits qui peuvent libérer des fibres d'asbeste sont enveloppés dans des emballages hermétiques;

» c) Contrôle de l'atmosphère des lieux de travail :

» 1° La concentration maximale en fibres d'asbeste ne peut être supérieure à 2 fibres d'asbeste par millilitre d'air prélevé, admise comme valeur limite pondérée pour une période de quatre heures, sans dépasser toutefois la proportion maximale de 12 fibres par millilitre par période de dix minutes.

» Toutefois cette concentration est ramenée à la proportion de 0,2 fibres quand il s'agit de crocidolite.

» Entrent seules en ligne de compte pour le calcul de cette concentration, les fibres d'une longueur minimale de 5 microns, d'un diamètre inférieur à 3 microns et dont le rapport longueur/diamètre est au moins de 3 à 1;

» 2° Les mesures de concentration en fibres d'asbeste sont effectuées par comptage au microscope optique d'un échantillon prélevé au moyen d'un filtre à membrane. D'autres méthodes d'analyse peuvent être utilisées pour autant qu'elles aient été mises en corrélation avec la précédente;

» 3° Les prélèvements d'échantillons d'atmosphère et leur analyse sont confiés à un service ou à un laboratoire reconnu à ce titre par l'inspection médicale, sans préjudice de l'application des prescriptions de l'article 148decies 1, § 6, du présent règlement;

» 4° Le médecin du travail indique, en accord avec les membres du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, les endroits où les mesures de concentration en

» De l'accès à ces locaux est interdit à tout travailleur dont la présence ne serait pas justifiée par des raisons de service ou par des missions en qualité de membre du service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, du service médical du travail ou du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

» d) De l'employeur indique le nom du service ou du laboratoire qu'il charge du contrôle de l'atmosphère des lieux de travail.

» § 2. De werkgevers die genieten van de toelating, bedoeld in § 1, zijn gehouden de hierna volgende bijzondere preventie maatregelen te eerbiedigen :

» a) Bescherming van de staat der werkplaatsen :

» 1° De muren, de vloer en de zoldering van de lokalen, evenals de machines, het materieel en het meubilair moeten in staat van absolute reinheid gehouden worden, ten einde elke verspreiding van asbestvezels te voorkomen.

» Hun onderhoud wordt uitgevoerd met behulp van een stofzuiger en/of water.

» De afval en het veegsel worden overgebracht in water- en stofdichte zakken die het gevaarsteken dragen zoals hierboven beschreven, maar kleiner van afmeting;

» 2° De werknemers dragen werkkledij die hermetisch gesloten is aan de hals, de polsen en de enkels, evenals een beschermingshoofddeksel.

» De bevulde individuele uitrustingsstukken worden ontstoft met behulp van een stofzuiger en worden ondergebracht in de hiertoe bestemde kleedkamer, zodra de werknemer de lokalen verlaat die vatbaar zijn voor asbestverontreiniging.

» Vóór elk onderhoud of herstelling worden deze bevulde stukken voor schoonmaak verstuurd in water- en stofdichte en hermetisch gesloten zakken, die vervaardigd zijn uit een materie die elke verspreiding van stof verhindert. Zij dragen hetzelfde gevaarsteken als de zakken voor veegsel;

» 3° De installaties en apparaten bestemd om de gezondheid van het personeel te beschermen, inzonderheid de installaties voor het opzuigen en het filteren van de lucht alsook deze voor de ventilatie, worden eenmaal per week nagezien en worden in normale toestand van werking gehouden.

» Anderzijds worden deze installaties en apparaten elke zes maanden grondig nagezien op hun doeltreffende werking;

» b) Reglementering van bepaalde werkzaamheden :

» 1° De werken waarbij asbest gebruikt wordt, gebeuren in de mate van het mogelijke, hetzij in gesloten apparaten en bij verminderde druk, hetzij na bevochtiging van de te behandelen materie;

» 2° Het asbestweefsel moet zo weinig mogelijk gemanipuleerd worden. Het moet mechanisch ontroid worden en mag niet met de hand gescheurd worden;

» 3° De voorraden van de grondstoffen en produkten die asbestvezels kunnen vrijlaten, zijn omsloten in hermetische verpakking.

» c) Controle van de atmosfeer in de werkplaatsen :

» 1° De maximale concentratie aan asbestvezels mag niet hoger zijn dan 2 asbestvezels per milliliter luchtmonster, zijnde de toegelaten drempelwaarde voor een periode van vier uren, zonder nochtans 12 vezels per milliliter lucht te overschrijden over een periode van 10 minuten.

» Deze concentratie wordt nochtans teruggebracht tot de verhouding van 0,2 vezels met betrekking tot crocidoliet.

» Voor de berekening van deze concentratie worden enkel de vezels in aanmerking genomen met een minimumlengte van 5 micron, een diameter kleiner dan 3 micron en waarvan de verhouding lengte/diameter minstens 3 tot 1 is;

» 2° De metingen van de concentratie van het stofgehalte aan asbestvezels worden uitgevoerd door telling bij middel van de optische microscoop op een monsterneming bekomen door middel van een membraanfilter. Andere analysemethoden mogen toegepast worden voorzover ze een behoorlijke samenhang vertonen met de beschreven methode;

» 3° De monsternemingen van de atmosfeer en hun analyse worden toevertrouwd aan een dienst of een laboratorium, met dit oogmerk door de medische inspectie erkend, onverminderd de toepassing van de voorschriften van artikel 148decies 1, § 6, van dit reglement;

» 4° De arbeidsgeneesheer duidt, in akkoord met de leden van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen de plaatsen aan waar de metingen van de concentra-

fibres d'asbeste doivent être effectuées. A défaut d'un tel accord, ces endroits sont désignés d'office par le médecin-inspecteur du travail;

» 5° Un prélèvement d'échantillon de l'atmosphère, suivi d'analyse est opéré tous les mois aux endroits désignés. Les résultats de l'analyse sont déposés dans les trente jours à partir de la date du prélèvement de l'échantillon;

» 6° Si les résultats de ces analyses démontrent qu'il y a eu dépassement de cette concentration maximale, des corrections appropriées sont apportées de suite aux procédés et méthodes de travail et ses effets sont contrôlés immédiatement;

» 7° Quand les corrections apportées aux méthodes de travail s'avèrent malgré tout inefficaces, le chef d'entreprise instaure, durant 72 heures, un contrôle répété de la quantité de poussières en suspension dans l'atmosphère des lieux de travail. Les résultats de ce contrôle sont connus au plus tard trois jours après celui du dernier prélèvement d'échantillon effectué.

» Ce contrôle répété est soit effectué dans l'ensemble des ateliers où les opérations sont censées dégrader une quantité de poussières importante (filature, tissage d'asbeste — ateliers de mélange de l'asbeste à un autre produit) soit réalisé dans les autres cas au niveau d'un poste de travail réputé comme empoussiéré;

» 8° Si le résultat de ce contrôle répété confirme le dépassement de la concentration maximale en fibres d'asbeste, les opérations sont alors arrêtées aux postes de travail concernés jusqu'au moment où l'on a remédié à cette situation.

» Chaque dépassement de la concentration maximale en fibres d'asbeste entraînant un arrêt de travail est communiqué au médecin-inspecteur du travail;

» 9° Toute modification apportée aux installations ou aux méthodes de mise en œuvre qui puisse influencer le niveau d'émission de fibres d'asbeste doit être suivie d'un nouveau contrôle de l'atmosphère des lieux de travail, effectué selon la procédure fixée ci-dessus;

» d) Registre spécial :

» Le chef d'entreprise tient un registre comportant trois volets distincts où sont portés respectivement :

» 1° En regard des périodes durant lesquelles de l'asbeste a été mise en œuvre, les dates, la périodicité, la durée des contrôles d'atmosphère, les endroits où ils sont effectués, ainsi que leurs résultats;

» 2° La liste des travailleurs exposés, avec pour chacun d'eux la date de début et de fin d'exposition;

» 3° Les résultats des vérifications des installations et appareils dont il est question ci-dessus;

» Ce registre est tenu à la disposition des membres du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

» e) Information des travailleurs :

» Les délégués des travailleurs au comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail sont associés à l'application des mesures particulières de prévention édictées par le présent article.

» A cet effet, ils sont informés immédiatement de tout dépassement de la concentration maximale en fibres d'asbeste qui impose l'arrêt des opérations aux postes de travail concernés. Ils prennent aussi connaissance, au cours de chaque réunion mensuelle dudit comité, d'un rapport établi par le chef du service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail sur :

» 1° L'entretien des locaux de travail concernés, ainsi que du bloc spécial d'installations sanitaires;

» 2° Le respect des consignes de sécurité en matière d'hygiène individuelle.

» Ce rapport commente en outre, en fonction des indications portées dans le registre spécial :

» 1° L'efficacité des mesures collectives de protection y compris l'efficacité des installations de captage, de filtrage de l'air et de ventilation;

» 2° Les résultats des contrôles de l'atmosphère des lieux de travail et de la manière dont ces contrôles sont effectués.

tie van de asbestvezels moeten uitgevoerd worden. Bij gebrek aan een dergelijk akkoord, worden de plaatsen ambtshalve aangeduid door de geneesheer-arbeidsinspecteur;

» 5° Elke maand wordt op de aangeduide plaatsen een monsterneming van de atmosfeer uitgevoerd, gevolgd door een analyse. De resultaten van de analyse worden neergelegd binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van monsterneming;

» 6° Wanneer de resultaten van deze analyses aantonen dat deze maximumconcentratie is overschreden, worden onmiddellijk geschikte verbeteringen aangebracht aan de werkwijzen en -methoden en de gevolgen hiervan worden onmiddellijk gecontroleerd;

» 7° Indien de verbeteringen, aangebracht aan de werkmethoeden niettegenstaande alles ondoeltreffend blijken te zijn, zal het ondernemingshoofd gedurende 72 uren een herhaald onderzoek instellen van het aantal zwevende stofdeeltjes in de atmosfeer van de werkplaatsen. De resultaten van dat onderzoek zijn gekend binnen de drie dagen te rekenen vanaf de datum van de laatst uitgevoerde monsterneming.

» Dit herhaald onderzoek wordt ingesteld hetzij in het geheel der werkplaatsen waarvan men meent dat de werkzaamheden er een belangrijke stofontwikkeling veroorzaken (spinnerij, weverij van asbest, mengelingsateliers van asbest met een ander produkt), hetzij, in de andere gevallen, op een werkpost bekend als stoffe-rijg;

» 8° Wanneer de resultaten van dit herhaald onderzoek de overschrijding van de maximumconcentratie aan asbestvezels bevestigen worden de werkzaamheden op de betreffende werkposten stopgezet tot op het ogenblik dat de toestand is verholpen.

» Elke overschrijding van de maximumconcentratie aan asbestvezels die het stopzetten van het werk met zich brengt, wordt medegedeeld aan de geneesheer-arbeidsinspecteur;

» 9° Elke wijziging aangebracht aan de installaties of de werkmethoeden die het niveau van de verspreiding van asbestvezels kan beïnvloeden moet gevolgd worden door een nieuwe controle van de atmosfeer van de werkplaatsen, uitgevoerd volgens de methode hierboven vastgesteld;

» d) Speciaal register :

» Het ondernemingshoofd houdt een speciaal register bij, dat drie afzonderlijke luiken bevat, waarin respectievelijk vermeld worden :

» 1° Naast de perioden gedurende de welke asbest gebruikt wordt : de data, de periodiciteit, de duur van de onderzoeken van de atmosfeer, de plaatsen waar ze uitgevoerd worden, evenals hun resultaten;

» 2° De lijst van de blootgestelde werknemers, met voor elk van hen de datum van begin en einde van blootstelling;

» 3° De resultaten van het nazicht van de installaties en de apparaten waarvan sprake is hierboven;

» Dit register wordt ter beschikking gehouden van de leden van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;

» e) Informatie van de werknemers :

» De afgevaardigden van de werknemers in het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen worden betrokken bij de toepassing van de bijzondere preventie-maatregelen voorgeschreven door dit artikel.

» Te dien einde worden ze onmiddellijk ingelicht over elke overschrijding van de maximum concentratie aan asbestvezels, die het stopzetten van de werkzaamheden op de betrokken arbeidsposten meebrengt. Zij nemen eveneens tijdens elke maandelijke vergadering van het genoemd comité kennis van een verslag opgesteld door het hoofd van de dienst voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen over :

» 1° Het onderhoud van de betreffende werkplaatsen, evenals van het bijzonder geheel van sanitaire inrichtingen;

» 2° Het naleven van de veiligheidsaanbevelingen inzake individuele hygiëne.

» Dit rapport commentarieert bovendien, op grond van de aanduidingen in het speciaal register :

» 1° De doeltreffendheid van de collectieve beschermingsmaatregelen, inbegrepen de doeltreffendheid van de afzuigingsinstallaties, de luchtfiltering en de ventilatie;

» 2° De resultaten van de onderzoeken van de atmosfeer van de werkplaatsen en van de manier waarop deze onderzoeken worden uitgevoerd.

» Le rapport mensuel précité a été communiqué préalablement au médecin du travail qui le complète des remarques et informations qu'il estime nécessaires.

» Le médecin du travail est tenu d'assister aux réunions du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

» Les représentants des travailleurs peuvent requérir en outre la présence à ces réunions, des responsables des services et laboratoires proposés au contrôle de l'atmosphère des lieux de travail.

» A défaut d'un comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, la réunion mensuelle est tenue avec la participation des membres de la délégation syndicale qui disposent du même droit d'information.

» § 3. L'autorisation est rapportée quand le chef d'entreprise ne respecte plus les mesures particulières de prévention prescrites par les §§ 1 et 2.

» § 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail peut, sur avis motivé du médecin-inspecteur du travail dispenser de l'application de certaines conditions énumérées aux §§ 1 et 2, les employeurs qui exploitent des chantiers extérieurs à leur entreprise, ou leur imposer d'autres conditions répondant mieux à la spécificité de certaines opérations qui s'y déroulent.

» Art. 723ter 7. Entretien ou réparation de véhicules automobiles.

» Le dépolluage des organes intérieurs du système de freinage des véhicules de transport par route doit être effectué au moyen d'un aspirateur adapté à ces opérations. Le dépolluage par air comprimé est interdit dans les opérations précitées.

» Art. 723ter 8. Travaux de démolition.

» Des mesures spéciales de prévention sont instaurées en cas de dégagement de fibres d'asbeste provoqué par des travaux de démolition de bâtiments, d'installations industrielles ou de navires :

» 1° Les endroits pollués par le dégagement de fibres d'asbeste sont rendus inaccessibles à tout travailleur qui ne participe pas aux opérations en cause;

» 2° Les matériaux sont humidifiés très largement avant d'entreprendre les opérations de démolition;

» 3° Les travailleurs qui participent aux opérations portent un masque respiratoire agréé, autonome ou à adduction d'air;

» 4° Après chaque pause de travail, les vêtements de travail sont dépollués au moyen d'un aspirateur. »

Art. 2. L'article 146quinquies, § 1er, du même règlement est complété par un point 12°, rédigé comme suit :

« 12° Pour le travailleur exposé à l'inhalation de fibres d'asbeste, l'indication des périodes d'exposition indiquées dans le registre spécial dont question à l'article 723ter 6, § 2, d). »

Art. 3. L'article 146sexies, alinéa 3 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois, lorsque le dossier concernera un travailleur qui aura été exposé aux radiations ionisantes ou aux poussières d'asbeste dont question à l'annexe II rubrique 2.1. ou 5.1.2. de la présente section, le service médical du travail en assurera la conservation en archives, pendant trente ans au moins, à dater du jour où ce travailleur aura cessé de faire partie du personnel soumis à sa surveillance. Dans ce cas, passé le délai précité, le dossier ne pourra ni être détruit, ni remis au travailleur ou à quelque organisme que ce soit. Il sera transmis au Ministère de l'Emploi et du Travail — Administration de l'hygiène et de la médecine du travail. »

Art. 4. L'article 183quinquies 1, du même règlement est complété par la disposition suivante : « les locaux ou chantiers où des opérations ou travaux provoquent un dégagement de fibres d'asbeste ».

Art. 5. Les articles 693 à 695 du même règlement sont abrogés.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1979, à l'exception des nouveaux articles 723ter 5 et 723ter 6, §§ 1er, 3 et 4, insérés par l'article 1er, qui produisent leurs effets le 1er janvier 1980.

» Het voornoemd maandelijks rapport werd voorafgaandelijk medegedeeld aan de arbeidsgeneesheer, die het aanvult met de aanmerkingen en informatie die hij nodig acht.

» De arbeidsgeneesheer moet de vergaderingen van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen bijwonen.

» De vertegenwoordigers van de werknemers mogen de aanwezigheid eisen op deze vergaderingen, van de verantwoordelijken van de diensten en laboratoria belast met het onderzoek van de atmosfeer van de werkplaatsen.

» Bij ontstentenis van een comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, wordt de maandelijks vergadering gehouden met de leden van de syndicale afvaardiging, die over hetzelfde recht op informatie beschikt.

» § 3. De toelating wordt ingetrokken indien het ondernemingshoofd de bijzondere preventiemaatregelen voorgeschreven in §§ 1 en 2, niet meer naleeft.

» § 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan, na gemotiveerd advies van de geneesheer-arbeidsinspecteur vrijstelling verlenen van de toepassing van bepaalde voorwaarden opgesomd in de §§ 1 en 2 aan de werkgevers die werven uitbaten buiten hun onderneming, of hun andere voorwaarden opleggen die beter overeenkomen met de specificiteit van bepaalde werkzaamheden die daar uitgevoerd worden.

» Art. 723ter 7. Onderhoud of herstelling van autovoertuigen.

» De ontstopping van de binnenonderdelen van het remsysteem van wegtransportvoertuigen moet uitgevoerd worden door middel van een stofzuiger, aangepast aan deze werkzaamheden. De ontstopping met samengeperste lucht is verboden bij bovengenoemde werkzaamheden.

» Art. 723ter 8. Afbraakwerken.

» Speciale preventiemaatregelen worden getroffen in geval van asbestvezelverspreiding veroorzaakt door afbraakwerken van gebouwen, industriële installaties of schepen :

» 1° De plaatsen verontreinigd door de verspreiding van asbestvezels zijn niet toegankelijk voor elke werknemer die niet deelneemt aan de betrokken werkzaamheden;

» 2° De materialen worden rijkelijk bevochtigd voor de aanvang van de afbraak;

» 3° De werknemers die deelnemen aan de werkzaamheden dragen een erkend ademhalingsmasker, autonoom of met luchttoevoer;

» 4° Na elke werktijdonderbreking wordt de werkkledij ontstoffd door middel van een stofzuiger. »

Art. 2. Het artikel 146quinquies, § 1, van dit reglement wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt :

« 12° Voor de werknemer blootgesteld aan de inademing van asbestvezels, de aanduiding van de blootstellingsperioden genoteerd in het speciaal register, waarvan sprake in artikel 723ter 6, § 2, d). »

Art. 3. Artikel 146sexies, derde alinea, van dit reglement wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Wanneer evenwel het dossier een werknemer betreft die blootgesteld werd aan ioniserende stralingen of aan asbeststof, waarvan sprake in bijlage II, rubriek 2.1. of 5.1.2. van deze sectie, zal de arbeidsgeneeskundige dienst dit in de archieven bewaren gedurende ten minste dertig jaren, te rekenen vanaf de dag dat de werknemer ophoudt deel uit te maken van het personeel dat onder diens bevoegdheid valt. Wanneer in dit geval de voornoemde termijn verstreken is, mag het dossier noch vernietigd worden, noch overhandigd worden aan de werknemer of aan om het even welk organisme. Het zal overgemaakt worden aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde. »

Art. 4. Artikel 183quinquies 1, van dit reglement wordt aangevuld met volgende bepaling : « de lokalen of werkplaatsen waar werkzaamheden of werken een vrijmaking van asbestvezels veroorzaken. »

Art. 5. De artikelen 693 tot 695 van dit reglement worden opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1979, met uitzondering van de nieuwe artikelen 723ter 5 en 723ter 6, §§ 1, 3 en 4, opgenomen door artikel 1, die in werking treden op 1 januari 1980.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1978.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

G. SPITAELS

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 december 1978.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 9 novembre 1978, M. Delattre, Etienne, attaché, est promu à partir du 1er novembre 1978, au grade d'attaché principal en application du principe de la carrière plane.

Agréation d'un organisme

Par arrêté ministériel du 23 novembre 1978, l'Association sans but lucratif « Vereniging voor Arbeidsveiligheid door Techniek en Controle - A.T.K. » est agréé pour le contrôle prévu par le règlement général pour la protection du travail pour les rideaux métalliques et leurs accessoires des salles de spectacle.

**Conseil supérieur d'hygiène des mines
Démission et remplacement de membres**

Par arrêté royal du 17 janvier 1979, démission honorable de leur fonction respective de membre effectif et de membre suppléant du Conseil supérieur d'hygiène des mines est accordée à leur demande à MM. Jacobs, J. à Liège et Wouters, E., à Bruxelles.

Par le même arrêté royal, M. Wouters, E., à Bruxelles et M. Amand, P., à Bruxelles, sont nommés respectivement membre effectif et membre suppléant représentant les employeurs de ce conseil en remplacement de MM. Jacobs, J. et Wouters, E., dont ils achèveront respectivement le mandat.

20 OCTOBRE 1978. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 d'exécution de l'article 90 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, notamment l'article 90;

Vu l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 d'exécution de l'article 90 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, modifié par les arrêtés ministériels du 1er mars 1978 et du 23 août 1978;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 20 octobre 1978;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence;

Arrête :

Article 1er. Le cadre du personnel du Service temporaire fixé par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 d'exécution de l'article 90 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, modifié par les arrêtés ministériels du 1er mars 1978 et du 23 août 1978 est complété par les emplois suivants :

Administration centrale

secrétaire d'administration	7
traducteur	1
rédacteur	4
commis-dactylographe	1
commis	2
conducteur d'auto-mécanicien	3
expéditionnaire	4

Personnel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 9 november 1978 wordt de heer Delattre, Etienne, attaché, met ingang van 1 november 1978 bevorderd tot de graad van eerstaanwezend attaché bij toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

Erkenning van een organisme

Bij ministerieel besluit van 23 november 1978 wordt de Vereniging zonder winstoogmerk « Vereniging voor Arbeidsveiligheid door Techniek en Controle - A.T.K. » erkend voor de in het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming bedoelde controle voor de metalen gordijnen en hun hulpapparatuur van de schouwspelzalen.

**Hoge Raad voor hygiëne in de mijnen
Ontslag en vervanging van leden**

Bij koninklijk besluit van 17 januari 1979 wordt eervol ontslag verleend als werkend, respectievelijk plaatsvervangend lid van de Hoge Raad voor hygiëne in de mijnen, aan de heren Jacobs, J., te Luik en Wouters, E., te Brussel.

Bij hetzelfde besluit worden de heren Wouters, E., te Brussel en Amand, P., te Brussel benoemd tot werkend, respectievelijk plaatsvervangend lid, vertegenwoordigers van de werkgevers, van deze raad ter vervanging van de heren Jacobs, J. en Wouters, E., wier mandaat zij zullen voleindigen.

20 OKTOBER 1978. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 17 januari 1978 houdende uitvoering van artikel 90 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, inzonderheid op artikel 90;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 januari 1978 houdende uitvoering van artikel 90 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 1 maart 1978 en van 23 augustus 1978;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van advies;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 20 oktober 1978;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsformatie van de tijdelijke dienst vastgesteld bij artikel 2 van het ministerieel besluit van 17 januari 1978 houdende uitvoering van artikel 90 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 1 maart 1978 en van 23 augustus 1978 wordt aangevuld met volgende betrekkingen :

Hoofdbestuur

bestuurssecretaris	7
vertaler	1
opsteller	4
klerk-typist	1
klerk	2
autobestuurder-mecanicien	3
expeditionair	4